

Casques bleus tués au Mali : quand la France est bien seule dans sa lutte contre le terrorisme au Sahel



Neuf personnes ont été tuées dans deux attaques distinctes à Douentza et Tombouctou. Hasard du calendrier, le conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir mardi 15 août pour évoquer la situation au Sahel.

Avec Alain
Rodier

Atlantico : Quels sont les enjeux de cette réunion ?

Alain Rodier : La MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali) a été visée par deux attaques le lundi 14 août.

Tout d'abord, les camps de l'ONU à Douentza, dans la région de Mopti (centre du Mali) ont été harcelés tirs depuis une colline voisine. Les Forces armées maliennes ont riposté. Un autre groupe d'assaillants a tenté d'attaquer une autre position de la MINUSMA entraînant la réplique des Casques bleus qui ont neutralisé deux assaillants. Le bilan du côté de la MINUSMA est d'un Casque bleu togolais et d'un soldat malien tués.

Peu après, l'entrée du quartier général de la MINUSMA à Tombouctou a été attaquée par six individus qui ont tué cinq gardes et un gendarme maliens ainsi qu'un contractuel civil de la mission de l'ONU. Six Casques bleus ont été blessés lors de cette action. Les assaillants ont tous été abattus.

A l'évidence, la MINUSMA commandée par le Tchadien Mahamat Saleh Annadif ne parvient pas à remplir sa mission qui est de stabiliser la situation dans les principales agglomérations et contribuer à rétablir l'autorité de l'État dans tout le pays.

De plus, l'alliance salafiste-djihadiste nommée le « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans » (GSIM) dirigée par Iyad Ag Ghali, le chef historique du mouvement Ansar Dine qui a regroupé autour de son mouvement les katibas Macina et al-Mourabitoune ainsi que la branche sahélienne d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), étend de plus en plus son influence vers le sud débordant sur le Tchad, le Niger et le Burkina Faso. Ce dernier pays a connu le 13 août un attentat qui a fait au moins 18 morts dont un Français. Il n'a pas été revendiqué à l'heure où sont écrites ces lignes et pourrait aussi avoir une origine crapuleuse (option suggérée par les autorités locales) ou d'un autre mouvement comme le Ansarul Islam actif au nord du Burkina Faso. Il ne faut pas oublier qu'Abdelmalek Droukdel, l'émir d'AQMI, a reçu l'allégeance du GSIM et ses forces sont aussi présentes à l'est d'Alger, en Mauritanie, en Tunisie et en Libye.

Le Conseil de sécurité doit notamment discuter de la création d'une force militaire par les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad). Comment pourrait se traduire cette force ?

C'est dans le cadre de la lutte contre la progression vers le sud des salafistes djihadistes que le « G5 Sahel », une organisation de coopération créée en 2014 regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, a décidé le 6 février 2017 de mettre sur pied une « force anti-terroriste » transfrontalière. Dans un premier temps, chaque pays devrait lever un bataillon de 750 hommes et aligner 10 millions d'euros (à terme, elle devrait compter 10.000 hommes). L'Union européenne accepte de fournir aussi 50 millions d'euros.

Une des craintes est que les salafistes-djihadistes venus du nord ne fassent leur liaison avec ceux du Nigeria où Boko Haram c'est scindé au moins en deux factions qui, pour l'instant, sont plutôt liées à Daech.

Un volet - bien qu'officiellement inscrit - est peu discuté : celui de la lutte contre les trafiquants et la contrebande en tous genres. Les autorités régaliennes locales préfèrent rester discrètes sur ce sujet car cette économie parallèle permet aux populations les plus défavorisées de survivre (et donc, de ne pas rejoindre les rangs des rebelles) et à des potentats de s'enrichir tout en graissant la patte à certains.

Si le déploiement de cette force n'est toujours pas lancé, c'est avant tout en raison de son budget qui est évalué à 400 millions de dollars. Les plus sceptiques sur le financement étant les américains qui doutent de la capacité de cette force à lutter efficacement contre le terrorisme. Pensez-vous que les attaques de ces derniers jours pourraient permettre d'accélérer les négociations ?

La France est intervenue auprès de l'ONU pour obtenir un mandat officiel auprès du Conseil de sécurité. La Russie et la Chine se sont montrées favorables mais Washington et Londres se font tirer l'oreille pour suivre d'autant que cela obligerait l'organisation à aligner entre 250 et 300 millions d'euros. Ils ont peur que cela se fasse à fonds perdus, d'autant qu'il faut tout faire pour bâtir cette fameuse force : recruter, équiper (équipements individuels, armements, munitions, véhicules, hélicoptères ...) et former les hommes. Il est vrai que des initiatives sécuritaires du même genre ont été lancées dans le passé pour des résultats très décevants. En conséquence, l'ONU s'est contentée de « saluer le déploiement de cette force », ce qui ne lui coûte pas un radis...

Il y a aussi un grand problème d'échanges de renseignements qui se ferait très mal entre les différents pays de la région. Enfin, l'Algérie ne veut pas y mettre le doigt pour des raisons d'indépendance nationale. Globalement, l'armée algérienne parvient très bien à juguler le risque terroriste dans ses frontières et c'est ce qui lui importe au premier chef.

Les attentats qui viennent d'avoir lieu au Sahel ont peu de chance de faire changer d'avis l'administration Trump qui ne veut plus gâcher un dollar pour aider des pays tiers. Comme d'habitude, La Grande-Bretagne suit les États-Unis et il ne faut pas s'en étonner. De toute façon, il y a eu d'autres attentats comme en janvier 2016 déjà à Ouagadougou (20 tués), en Côte d'Ivoire à Grand-Bassam deux mois plus tard (16 tués) - les deux revendiqués par AQMI -. Cela n'a pas provoqué de grandes réactions.

La France se retrouve une fois de plus bien seule - certes soutenue par des pays européens dont l'Allemagne qui vient de perdre deux militaires lors d'un crash accidentel d'un hélicoptère Tigre -. A n'en pas douter, l'armée française est engagée au Mali et, plus généralement au Sahel, pour longtemps alors que, selon les autorités politiques de l'époque (janvier 2013), l'opération Serval devait être de courte durée. Ce n'est pas totalement faux; elle a changé son nom en Barkhane et sa mission s'est élargie reprenant aussi la très ancienne opération Épervier (début en 1986 au Tchad). Bien sûr, l'option militaire doit être accompagnée d'une aide au développement et au règlement des conflits politique et ethniques si présents au Sahel. Il faut toujours faire preuve d'optimisme...